

un projet de remaniement de la carte électorale. J'espère que la façon dont cette question sera discutée donnera satisfaction à tous les groupes de la Chambre.

Je ne dirai qu'un mot de notre situation nationale. Tout en étant bref, pour le moment, sur ce sujet, je tiens à m'affirmer comme loyal citoyen de l'empire britannique.

J'espère qu'il ne surviendra rien qui serait de nature à diminuer la fierté que j'en ressens. D'un autre côté, j'approuve la démarche du premier ministre et la réponse de son gouvernement à la dépêche transmise l'autonne dernier par le premier ministre de la Grande-Bretagne. J'approuve l'attitude que le ministère a prise à cette époque-là. Quelles que soient les mesures que l'on prendra, j'ai confiance que l'on ne fera rien qui soit de nature à enrayer les progrès du Canada en tant que nation maîtresse de ses destinées dans les confins de l'empire.

En terminant, j'émettrai quelques idées :

Commerce—Je serais d'avis de lui donner un plus grand essor en supprimant les obstacles qui l'entravent, et d'augmenter la préférence accordée à l'Angleterre.

Chômage—J'encouragerais les industries où il n'y a pas aujourd'hui de chômage—l'agriculture, etc.

Chemins de fer—Je mettrai sir Henry Thornton à l'épreuve et, autant que faire se peut, je confierais la besogne de l'Etat aux chemins de fer nationaux.

Fret sur les Grands lacs—Activez l'enquête et que celle-ci soit une véritable enquête.

Loi contre les coalitions—Il serait inutile de chercher un remède si on prévenait le mal, et le meilleur moyen de le prévenir, c'est de supprimer les droits de douane dont s'enrichissent les trusts, les coalitions et les syndicats. Toutes les industries qui ont besoin de protection devraient être tenues de le prouver. Cela empêcherait ce genre de spéculation.

Immigration—Le meilleur immigrant que le Canada puisse recevoir est l'enfant qui naît dans un foyer canadien. Nous devrions rechercher les moyens de retenir au pays les gens qui y sont déjà. En deuxième lieu, nous devrions faire en sorte que tous les nouveaux venus trouvent aussitôt un emploi. Lorsqu'il n'y a pas d'emploi, qu'il n'y ait pas d'immigrant. A l'heure qu'il est, les ouvriers agricoles trouveraient aisément de l'ouvrage.

Loi des banques.—Sa refonte exige une attention, du point de vue des intérêts de la population, plutôt que pour le bien des banquiers. Je favoriserai de mon mieux ce projet.

Réfection de la carte électorale—Je voudrais qu'on fit l'essai de la représentation proportionnelle dans les villes.

[M. Forke.]

Monument de la crête de Vimy—Je suis bien aise que le gouvernement français ait fait don aux autorités canadiennes de 250 acres de terre pour l'érection d'un monument. Il est juste de commémorer ainsi les morts. Cependant, tout en nous occupant de ceux qui ont fait le suprême sacrifice, n'oublions pas les vivants qui ont besoin de nos soins.

Conventions internationales—Celles-ci doivent être d'accord avec la conscience nationale et individuelle. Il y aurait lieu de leur appliquer la grande maxime de la sagesse. Je suis d'avis que le Canada doit continuer à faire partie de la Société des nations.

Tarif—Le discours du Trône ne fait aucune mention de cette très importante question politique qui préoccupe le public depuis quarante à cinquante ans. Je réclame encore d'autres diminutions des droits sur les articles de première nécessité. Des aliments et des vêtements à prix modiques sont plus indispensables que des charrues et des lieuses à bon marché.

Service civil—Un juste avertissement; qu'on ne porte pas atteinte à la loi du service civil. On ne saurait songer à rétablir le favoritisme. Si la loi ne donne pas de bons résultats, il ne faut pas s'en prendre à elle, mais au personnel administratif.

Les impôts—Il est temps que les autorités municipales, provinciales et fédérales apprennent à "tailler leur habit selon le drapeau". Elles sont trop portées à rédiger un budget de dépenses, mais à rechercher de nouveaux modes d'impôts afin de se procurer les fonds nécessaires. Pourquoi ne procéderaient-elles pas au contraire? Qu'elles calculent la somme qu'elles peuvent prélever sans opprimer les contribuables et qu'elles taillent leurs dépenses de manière à ne pas dépasser cette somme.

Dettes publiques—On ne semble pas avoir mis à l'étude aucun projet tendant à réduire la dette nationale. Une augmentation de 45 millions de dollars pendant le dernier exercice est un sujet d'alarme; cependant, le ministère ne paraît pas rechercher les moyens de diminuer cette dette écrasante de près de 2 milliards $\frac{1}{2}$ de dollars. Je le supplie d'élaborer un projet clair et sûr afin d'éteindre partiellement cette dette.

Monsieur l'Orateur et messieurs, je vous remercie de votre bienveillante attention.

M. WOODSWORTH: Monsieur l'Orateur, le discours du Trône mentionne certainement certains sujets que j'aimerais commenter du point de vue des classes ouvrières. En entrant dans cet édifice, j'ai été impressionné étrangement de voir combien cette assemblée se préoccupait peu de ce qui concerne l'existence que mène une grande partie de la population